

CHAPITRE 1

LES PRINCIPES DES RELATIONS ET DES POLITIQUES INTERNATIONALES

La naissance de la discipline des relations internationales peut être datée après la Première Guerre mondiale, aussi appelée la Grande Guerre, lorsque l'exigence d'une nouvelle branche de la science est apparue, à la fois capable de dévoiler les causes de la guerre et les conditions d'une paix permanente. C'est au cours de la conférence de paix de Paris en 1919, que par initiation anglo-américaine, on a proposé, pour la première fois, l'établissement commun d'une Institution des Relations Internationales. Cette discipline est donc née dans l'objectif de fournir une explication et une solution aux crises, au début du 20^{ème} siècle ; aussi, elle a ses racines et ses antécédents dans la philosophie politique, le droit international, la diplomatie et l'histoire politique.¹

Il est important de souligner que la discipline des relations internationales n'a pas de théorie bien définie, mais elle est constituée d'une multitude d'idées concurrentes, dont certaines peuvent parfois devenir prédominantes. En effet, ces courants de théories des relations internationales se différencient par leurs positions par rapport au système international, par ce qu'ils considèrent comme son acteur central, et encore, par ce qu'ils voient comme le facteur de motivation dans le comportement des acteurs des relations internationales. Parmi les **théories traditionnelles des relations internationales**, on compte le **libéralisme**, le **réalisme**, l'**institutionnalisme néolibéral** et le **néoréalisme**, tandis que les **théories critiques** rassemblent le **constructivisme**, le **marxisme** et le **féminisme**, – nous ne citons ici que les plus importantes. Le chapitre présent présente les théories susmentionnées.

1.1. LES THÉORIES TRADITIONNELLES DES RELATIONS INTERNATIONALES

1.1.1. LES COURANTS LIBÉRAUX DE LA THÉORIE POLITIQUE INTERNATIONALE

Le premier paradigme déterminant des relations internationales est celui du libéralisme ou idéalisme, qui, à la suite de la Première Guerre mondiale, est devenu la théorie centrale de cette science, dont nombre de constats dérivent des traumas de la guerre et de la recherche des conditions d'une paix permanente dans les relations internationales.

Cette théorie a été grandement influencée par l'internationalisme libéral des pays anglo-saxons, victorieux de la guerre, qui voyait la clé de la paix permanente dans la transmission des institutions démocratiques libérales et ses mécanismes dans le système international. C'est aussi l'opinion d'un des partisans les plus renommés du libéralisme, le 28^{ème} président des États-Unis, *Woodrow Wilson*, qui, au mois de janvier 1918, lors de la déclaration des 14 points, fit une proposition de création des Nations Unis, dont l'un des principaux buts était d'assurer la cohésion et la coopération permanente des nations.

Dans le courant libéral de la théorie politique internationale, **trois conceptions centrales** se sont développées, informées par les pensées de *John Locke* et *Immanuel Kant*, en relation avec le comportement et la politique extérieure des états et plus particulièrement de celui des démocraties libérales :

- **la théorie de la paix libérale ou démocratique** : Kant, dans son œuvre « Paix perpétuelle », déploie les bases de la conception, qui sera au cours du 20^{ème} siècle, perfectionnée par *Michael Doyle*, entre autres. Selon le point de vue de Kant, l'état naturel entre les états est la guerre ; la paix, (et encore

¹ BAYER 2001, 291-293.

plus la paix perpétuelle) doit être créée. En tant que conditions de la paix perpétuelle, il évoque l'aménagement constitutionnel républicain et l'exercice du pouvoir démocratique, la coalition (de paix) de ces états, et la création et l'importance du droit mondial et du droit cosmopolitique. La théorie de la paix démocratique basée sur la philosophie de Kant, vécut sa renaissance pendant la Guerre froide, pendant laquelle les états démocratiques n'entrèrent que rarement en guerre, avec pour corrélat l'idée que la clé d'une paix permanente est la transformation démocratique des pays, leur démocratisation. Nombre de politiciens ont opté pour cette conception afin de confirmer leurs politiques extérieures. Nous devons mentionner quelques initiatives américaines en matière d'export de la démocratie de type européenne (*Bill Clinton, George W. Bush*). Les démocraties font beaucoup moins la guerre les unes avec les autres en raison notamment des barrières institutionnelles et normatives propres aux démocraties, dont le rôle le plus essentiel est d'assurer la responsabilité des gouvernements. Puisque ce sont les citoyens qui financent les charges et les déficits (dégâts matériels et vies humaines) d'une éventuelle guerre, il est moins fréquent que la majorité soutienne le lancement d'une guerre. D'autre part, l'explication résiderait dans la culture politique démocratique ; ainsi les démocraties préféreront les solutions plus pacifiques pour gérer les conflits entre elles.²

- **l'agressivité** inconsidérée et **la tendance interventionniste** des démocraties libérales contre les démocraties non libérales : *David Hume* notait que si le système de relations entre les états démocratiques est caractérisé par la paix permanente, les démocraties s'engagent régulièrement en guerre contre les états non démocratiques, et pas seulement pour se défendre. La raison primaire de cette tendance est l'imprudence et cette irréflexion est notamment causée par l'estimation incorrecte des gains et des pertes liés aux combats. Évidemment, nous devons aussi garder en vue les intérêts d'expansion (au sens plutôt idéologique que territoriales) des démocraties contre les régimes non démocratiques. Comme le montre *László J. Kiss* également : les États-Unis, entre 1946 et 1976, sont intervenus deux fois plus que l'Union soviétique dans les pays du Tiers monde.³
- **la tolérance et l'indifférence** occasionnelle des démocraties libérales concernant les dangers et les agresseurs : la tolérance et l'indifférence évoquées par Hume connaissent, en fait, deux formes ; d'une part, la manque de soutien des alliés (par exemple, la crainte de l'intervention aux côtés des forces républicaines, par les démocrates libéraux, dans la Guerre d'Espagne), d'autre part, la manque d'action vis-à-vis de l'agresseur (cf. la politique menée contre Mussolini et Hitler). Tandis que l'agression irréflectée contre les systèmes non démocratiques est une caractéristique des démocraties libérales hégémoniques, la tolérance est celle des démocraties menant une politique isolationniste (les États-Unis d'entre-deux-guerres) ou de celles dont l'influence politique est en déclin (la France et la Grande Bretagne à la suite de la Première Guerre mondiale).⁴

Les critiques de la paix démocratique

Le principe de la conception de la paix démocratique est que le niveau d'agressivité à l'intérieur et à l'extérieur diminue avec le taux de participation politique dans une société. L'expérience ne valide cette conception que partiellement. Dans les pays démocratiques, on recourt moins à la violence que dans les régimes dictatoriaux et il est vrai également que les démocraties s'entendent mieux entre elles, mais on peut noter que les états démocratiques rentrent régulièrement en guerre contre les non-démocraties, et pas seulement en cas de légitime défense ; ce sont surtout les états démocratiques jeunes qui sont disposés à l'agression.

Source : Kiss J. 2009, 295.

Le libéralisme, ainsi que le réalisme classique, soutiennent l'approche anthropologique du fonctionnement des états, c'est-à-dire, qu'ils le font dériver de la nature humaine. À l'encontre du réalisme,

² KŐVÁRINÉ IGNÁTH 2-4.

³ KISS J. 2009, 294-295.

⁴ KISS J. 2009, 298-300.

le libéralisme considère que la nature humaine est essentiellement bonne et que l'homme est un être rationnel, qui peut être instruit, et qui est capable de coopérer. De ce fait, il est possible pour les libéraux, d'avoir une coopération permanente entre les états et de bannir la guerre des relations internationales. La politique internationale n'est ainsi pas un jeu à somme nulle, comme la considère le courant réaliste de la politique internationale, dans lequel le seul moyen d'un état pour accéder au pouvoir est de le prendre à un autre, mais, au contraire, un jeu à somme positive, où tous les acteurs tirent profit de la coopération.

Cependant, aux yeux des libéraux, l'état n'est point l'acteur décisif unique des relations internationales ; **l'individu** apparaît également et l'opinion publique joue aussi un rôle dans l'analyse de la politique extérieure. Pour les libéraux, dans le système international, les **individus capables d'agir** sont surtout les membres de l'élite politique ou des affaires extérieures, qui en relation avec certaines conditions extérieures, leurs propres caractères et leurs attitudes, sont capables d'influencer la politique internationale. Selon *Karen A. Mingst*, on peut relever les facteurs suivants, en fonction de leurs effets positifs sur l'action personnelle d'un dirigeant :

- au cas d'instabilité des nouvelles institutions politiques, d'une crise ou d'un effondrement des institutions déjà existantes et de l'économie, les dirigeants politiques sont capables d'exercer un effet sur la politique extérieure de l'état et ainsi sur la politique internationale également. *George Washington*, aux États-Unis, *Mahatma Gandhi*, en Inde, *Václav Havel*, en République Tchèque, ont pu avoir une grande influence sur la politique extérieure de leur pays, car le système institutionnel et les procédures n'étaient pas encore assez solides. Enfin, l'influence de *Mihail Gorbatchov* n'aurait pu se renforcer sans la crise politique et économique de l'Union Soviétique.
- la manque de contrôle institutionnel et social et de responsabilité dans les systèmes non démocratiques est pareillement favorable à la capacité des dictateurs de former, en effet librement, la politique extérieure.
- une situation atypique, une crise, généralement les moments exceptionnels où les institutions et les procédures en vigueur ne sont pas applicables, pendant lesquels les informations sont manquantes ou confuses qui sont disponibles, sont de même favorables à la capacité d'un dirigeant de former la politique extérieure. Par exemple, à l'époque de la crise des missiles de Cuba, l'attitude (ouverture aux alternatives différentes) du président *John F. Kennedy* a contribué à la résolution pacifique de la crise.⁵

En plus des dirigeants politiques et des membres de l'élite politique, des particuliers peuvent également avoir un rôle important dans les relations internationales, en acquérant, grâce aux circonstances données, leurs caractères, leur savoir et leurs moyens, une position d'influence, cf. l'effet sur les relations internationales à travers la diffusion des vaccins de *Bill Gates* et de sa femme, leur soutien des programmes contre le SIDA⁶, l'OSF (Open Society Foundations) de *György Soros* et les programmes contre les mines de *Lady Diana*.

La diplomatie secrète

Le principe de la diplomatie secrète est de recourir à l'aide de personnes extérieures du gouvernement, ce qui peut être utile dans l'apaisement des conflits. Un exemple de la diplomatie secrète de haut niveau, est la suite de rencontres résolvant le conflit entre l'Éthiopie et l'Erythrée, qui luttait pour son indépendance, dans lequel le *Carter Center's International Negotiation Network* était médiateur entre le président américain *Jimmy Carter* et l'autre partie. Un autre exemple de la diplomatie secrète est celui de *Armand Hammer*, un homme d'affaire américain, qui – par ses réseaux de communication reposant sur ses intérêts commerciaux et ses connections amicales – agissait comme médiateur entre les États-Unis et l'Union soviétique pendant la Guerre froide. À la suite de la catastrophe de Tchernobyl, il a réussi à persuader *Mihail Gorbatchev* d'accepter l'aide des docteurs et des professionnels américains.

Source : MINGST, 2011, 166-167.

⁵ MINGST 2011, 155-156.

⁶ MINGST 2011, 166.

Les principes de la théorie réaliste des relations internationales ont leurs racines notamment dans les écrits historiques de *Thucydide*, de *Thomas Hobbes* et dans la philosophie politique de *Nicholas Machiavel* ; parallèlement, le réalisme moderne est né de la désillusion du libéralisme suivant la Seconde Guerre mondiale et est devenu le courant dominant dans le cadre de la discipline pour un certain temps, et comme le remarque *László J. Kiss* : « [...] pour la plupart des laïques, mais aussi pour une grande partie des hommes politiques, c'est un point de départ qui apporte l'explication la plus convaincante du fonctionnement de la politique internationale [...] ».⁷

Le courant réaliste de la théorie politique internationale n'est pas uniforme non plus. On évoque *Hans Joachim Morgenthau* comme le père du **réalisme classique** de l'ère suivant la Seconde Guerre mondiale, qui dans son œuvre publiée en 1948 (*Politics Among Nations*) a établi les bases du réalisme classique. Puis, dès les années 1970, de nombreux courants du **néoréalisme** sont apparus, parmi lesquels le réalisme structurel (*Theory of International Politics*- 1979), représenté par *Kenneth Waltz*, tandis que *John Gilpin* et *Robert Modelski* sont les représentants du **réalisme économique**.

Le réalisme classique, étant chronologiquement le premier courant, a fondé, posé les principes premiers du réalisme, qui sont également ceux des courants ultérieurs et qu'on peut reprendre de la façon suivante :

- le système international est de caractère **anarchique** : autrement dit, il n'y a pas d'entité supérieure aux états dans le système international, qui disposerait du monopole de l'usage de la force, à l'aide duquel il pourrait contraindre les états à suivre les règles et, de cette manière, garantirait la sécurité. Pour les réalistes, plusieurs notions centrales dérivent de ce fait. D'un côté, le *self-help*, c'est-à-dire, **l'auto-assistance**, qui signifie que les pays doivent se protéger eux-mêmes. De ce fait, ils doivent faire face à un **dilemme de sécurité**, i. e. une situation décisive, dans laquelle il existe deux alternatives :
 1. Soit dans l'intérêt de leur sécurité ils entament une course aux armes, qui provoquerait l'inquiétude et, en réaction, l'armement des autres états, lançant ainsi une sorte de **spirale d'armement** et augmentent le risque des conflits armés ;
 2. Ou alors ils renoncent aux armes et aux outils qui pourraient assurer leur sécurité mais cela les exposerait à l'agression des autres pays.
- le principe de la politique internationale est **la lutte pour le pouvoir** : cette affirmation est fortement liée à la précédente, puisque les états ne peuvent compter que sur eux dans l'anarchie du système international, et la sécurité est liée à la capacité d'acquérir du pouvoir.
- les acteurs principaux du système international sont **les états (statism)** : quoique les réalistes ne nient pas l'existence d'autres acteurs internationaux, ou leur droit d'exister, ce sont principalement les états qu'ils tiennent pour les acteurs centraux des relations internationales.
- **l'identité** fonctionnelle des états : les états sont à regarder comme des acteurs homogènes et fonctionnellement identiques du système international, qui indépendamment de leur superficies territoriales, leur population, leur pouvoir économique ou militaire, sont à la recherche du profit et de l'acquisition du pouvoir lors des interactions internationales.
- **la morale est marginale** dans les relations internationales : selon les réalistes, les états et leurs dirigeants n'ont pas la contrainte de suivre les règles universelles de la morale, ni d'être intègres vis-à-vis des autres. Le plus important pour un état est de s'assurer de sa subsistance et de sa sécurité, et pour cela il lui est permis de recourir à n'importe quel moyen.

Le **réalisme classique**, en vue de la motivation et du comportement des états, est caractérisé par **l'approche anthropologique**, puisqu'il les ramène et les fait remonter à la nature fondamentalement

⁷ Kiss J. 2009, 220.

corrompue de l'homme. Comme les caractéristiques principales de la nature humaine sont l'égoïsme et le désir insatiable du pouvoir (*animus dominandi*), les conflits sont inéluctables.⁸ Le renvoi du comportement d'un état à la nature humaine est le fond de l'explication des réalistes, les conflits et les guerres entre états sont les corollaires de la politique internationale et ne sont pas éliminables.

Le **structuralisme néolibéral** rompt avec l'approche anthropologique du réalisme classique. Selon son représentant le plus connu, *Kenneth Waltz*, ce n'est pas la nature humaine qui définit les interactions entre états mais le **système international**. Si l'on veut comprendre la politique internationale, il faut focaliser notre analyse sur le système international (*system-level analysis*).⁹

D'après la pensée néoréaliste, les interactions des états sont définies par la division du pouvoir dans le système international ; et le statut de pouvoir d'un état dépend des ressources disponibles dans ce même système et aussi de la polarisation du système.¹⁰ La **polarisation** du système international a une influence sur le statut de pouvoir des états, car le nombre des superpuissances polarisatrices du système limite la marge de manœuvre des autres états.¹¹

Du côté des pôles du pouvoir on peut parler de système uni-, bi-, et multipolaire. Un système international **unipolaire** est généralement créé par la dominance d'une superpuissance de taille impériale (tel que le système élaboré et dominé par l'Empire romain à l'Antiquité) qui fait tout afin de monopoliser le pouvoir militaire et économique et est capable de et disposé à maintenir l'ordre dans le système international, tout comme elle est prête à punir les pays transgressant les règles. Le système international **bipolaire** se construit sur deux superpuissances polarisatrices d'importance à peu près identique qui définissent essentiellement la position et les interactions des états dans le système international. La contrainte idéologique des pays d'un camp est un trait important du système international bipolaire qui signifie une force de cohésion entre eux (cf. la contrainte idéologique des pays des blocs de l'est et de l'ouest pendant la Guerre froide). Dernier point mais pas le moindre, le système international **multipolaire** est constitué de plus que deux pôles de pouvoir avec une compétition qui n'est pourtant pas aussi aiguë que celle du système bipolaire, faute surtout d'une contrainte idéologique forte, avec pour conséquence une cohésion amoindrie dans les blocs concernés.¹²

Le nombre de pôles du système international ne définit pas seulement le statut de pouvoir des états mais également la **stabilité** et l'**instabilité** du système. Toutefois les néoréalistes ne sont pas d'accord quant à l'identité du système le plus stable. Selon *Waltz*, c'est le système bipolaire qui s'avère être la structure la plus stable au long terme, en ce que les deux pôles opposés sont capables de compenser et de modérer les prétentions arbitraires de l'autre, évitant ainsi la déstabilisation du système. Dans un système bipolaire, les deux pôles sont clairement et sans ambiguïté discernables et la prise de position des acteurs est connue. Les puissances des deux pôles sont capables d'agir en ne tenant compte que de l'autre pôle et d'essayer de calculer les actions et les réactions possibles de ce dernier. Veillant ainsi sur l'équilibre du pouvoir les deux côtés cherchent à protéger le système international bipolaire. *John Mearsheimer*, parmi d'autres, a argumenté pour la stabilité du système international et il constatait qu'avec la fin de la Guerre froide le système international allait perdre sa stabilité et sa prévisibilité antérieure et que le nombre des conflits flamberait. La régularisation/direction des systèmes multipolaires est théoriquement plus simple que celle des systèmes bipolaires. Il y a beaucoup de relations et d'interactions qui se créent entre les unités politiques, ce qui modère l'adversité ; par contre, les alliances de cohésion forte sont plus rares. Les partisans du système unipolaire (par exemple, *Paul Kennedy*, *Robert O. Keohane*) considèrent c'est le système le plus simple à diriger et donc le plus

⁸ KISS J. 2009, 226.

⁹ WALTZ 1979, 65.

¹⁰ KISS J. 2009, 235-236.

¹¹ KISS J. 2009, 241.

¹² EGEDY 2007, 53-57.

stable, puisque la puissance hégémonique est disposée, même unilatéralement, à tout faire pour garder les normes du système international en vigueur. Et lorsque le pouvoir de l'hégémon décroît, la stabilité du système est ébranlée.¹³

La théorie de l'équilibre du pouvoir

La théorie de l'équilibre du pouvoir est une approche issue du caractère anarchique du système international, puisque dans un contexte international anarchique, n'importe quel état peut recourir à la violence pour atteindre ses objectifs de politique extérieure et afin de maximaliser son pouvoir. En réaction, il est bien probable que les autres états – notamment en s'alliant si nécessaire – s'opposent à l'aspiration hégémonique du premier. Le système de l'équilibre du pouvoir suppose l'existence de deux ou plusieurs superpuissances qui peuvent se surveiller mutuellement se compenser au niveau du pouvoir.

Les représentants du réalisme et du néoréalisme distinguent deux obstacles principaux dans la collaboration des états : d'une part, la peur de la fraude, c'est-à-dire la peur du fait qu'un autre transgresse les règles, d'autre part, le problème du profit qui est relatif.¹⁴ Étant donné que l'objectif principal d'un état n'est point de maximaliser son profit absolu (ce que admet l'institutionnalisme néolibérale, discuté plus tard), mais de s'assurer de sa position et de sa survie au sein du système international anarchique¹⁵, l'état est enclin à tout faire, afin que les autres états ne puissent tirer de profit relatif de la collaboration.

Le réalisme a été maintes fois critiqué pour ne pas avoir consacré suffisamment d'attention aux processus économiques, par rapport aux « high politics » (la sécurité militaire en principe), pendant l'analyse des relations internationales. C'est ce manque que remplit le **réalisme économique** dans l'approche réaliste de la théorie politique internationale, dont l'apparition est en corrélation avec le déclin relatif du pouvoir des États-Unis et avec le discours concernant son effet sur le système international, dans les années 1970-1980. En plus de la sécurité militaire et de l'existence d'un adversaire menaçant, l'Union soviétique, les réalistes économiques soulignaient l'importance des processus économiques, précisant que le Japon, du point de vue économique, était un adversaire tout aussi considérable que l'Union soviétique.

La théorie des biens communs internationaux

La théorie des biens communs internationaux est fortement liée à la conception des cycles d'hégémonie ; son principe fondamental est l'assurance du fonctionnement du système international – pareillement à l'état, qui à l'échelle nationale, se doit d'assurer des biens communs (infrastructure, sécurité juridique et publique) – à laquelle une hyperpuissance hégémonique est nécessaire, celle-ci s'engageant à garantir la disposition des biens internationaux (système international financier et économique, sécurité internationale, liberté du commerce), qu'elle ne fait – bien entendu – pas sans y trouver son intérêt, car ainsi c'est elle qui profite le plus du système international établi. Les autres états acceptent cette situation en général, car ils peuvent participer dans les relations internationales, sans pour autant y contribuer, se comportant ainsi comme des passagers clandestins (*free rider*). C'est ce qui s'est passé en effet, après 1945, lorsque les États-Unis – avec la création et le maintien du système financier et économique de Bretton Woods, ainsi que l'assurance de la sécurité – ont joué le rôle de l'hégémon dans le monde occidental.

¹³ MINGST 2011, 99-101.

¹⁴ GRIECO 1988, 487.

¹⁵ WALTZ 1979, 126.

Robert Gilpin a expliqué le déclin des États-Unis par la théorie de la **cyclicité de l'hégémon**, selon laquelle toutes les hégémonies sont nécessairement éphémères dans les relations internationales ; d'une part, parce que les coûts de leur maintien augmentent plus vite que les ressources à disposition, d'autre part, parce qu'il n'y a aucun état qui pourrait contenir la diffusion de son savoir économique ou de sa technologie dans le monde.¹⁶

1.1.3. LES BASES DE L'INSTITUTIONNALISME NÉOLIBÉRAL

L'institutionnalisme néolibéral des années 1960 et 1970, en plus de s'accorder avec le réalisme et le néolibéralisme, selon lesquels le système international est de nature anarchique et l'acteur principal des relations internationales est l'état, mit aussi au centre de son approche l'**interdépendance**, les **institutions internationales** et la **coopération permanente**.

L'interdépendance économique des états a été portée au centre de l'attention par la crise pétrolière des années 1970 et la crise du système financier de *Bretton Woods*, reposant sur la convertibilité de l'or et du dollar, tandis que l'interdépendance de sécurité politique était liée au développement des missiles intercontinentaux et à la relativisation des distances géologiques.¹⁷ Ces événements ont mis en exergue le fait que les crises économiques ou politiques globales ou régionales peuvent avoir des conséquences imprévisibles pour la plupart des pays, puisque avec la globalisation, naissent des processus économiques, financiers et politiques globaux, qui produisent une interdépendance entre les états.

C'est à Robert O. Keohane et Joseph Nye qu'on peut associer la théorie de l'interdépendance complexe, qui souligne qu'une interdépendance ne va jamais sans charges, car elle limite l'autonomie de l'état et nécessite des ressources nécessaires à son adaptation. On peut parler de la **sensibilité d'interdépendance** et de la **vulnérabilité d'interdépendance** des états. Dans le premier cas, l'état a des surcoûts en conséquences des changements dans un autre pays, mais n'aurait pas à prendre des contremesures ou à modifier sa politique concernée par ses changements. Dans le second cas, en revanche, les charges de l'état augmenteront d'une telle ampleur, qu'il serait contraint de prendre des mesures contre, et s'il en est incapable, il peut se retrouver dans une situation de crise. Si l'on prend l'exemple des matières premières, soit un état est capable de s'adapter à la diminution du prix mondial du pétrole, soit il est contraint de changer sa politique énergétique en influant sur le coût du pétrole ou bien en assurant des sources énergétiques alternatives).¹⁸

C'est justement en s'appuyant sur la théorie de l'interdépendance que les néolibéraux soutiennent l'idée d'une coopération permanente non seulement possible mais (comme le prétend le libéralisme classique), nécessaire pour les pays afin de reprendre le contrôle des processus économiques, politiques et sociaux globales. Les **institutions internationales**, aussi appelés **les régimes** servent de cadre pour la coopération permanente, qui d'une part, diminuent les charges de coopération entre les états, grâce à leur structure et leurs procédures permanentes, et d'autre part, améliorent la position des états mineurs dans la défense de leurs intérêts. Il faut noter que l'expression « régime » dans la théorie des relations internationales ne coïncide pas avec la notion du régime, indiquant un système politique, utilisée en science politique. La notion de régime des relations internationales concerne les institutions internationales qui soutiennent la coopération permanente des états et de ce fait, deviennent des acteurs formateurs des relations internationales (quoique les institutionnalistes néolibéraux ne s'accordent pas si les institutions internationales sont des acteurs indépendants ou seulement des outils pour les états).

¹⁶ GALLÓ 2000, 64.

¹⁷ KISS J. 2009, 305.

¹⁸ KISS J. 2009, 307-308.

Les institutions internationales/régimes incluent non seulement les organisations internationales ayant une structure permanente et un pouvoir défini, mais également les règles du droit international, les accords internationaux, les forums judiciaires, les conférences et les congrès.

1.2. LES THÉORIES ALTERNATIVES, CRITIQUES DES RELATIONS INTERNATIONALES

Au cours des deux-trois décennies passées, de nombreuses théories alternatives nouvelles sont apparues en théorie des relations internationales, qui ont en commun l'aspect critique vis à vis des principes fondamentaux des courants traditionnels. Leur diffusion et leur émergence sont grandement liées à l'échec des théories traditionnelles, qui ne purent ni prévoir ni expliquer la chute de l'Union soviétique, ainsi que la fin de la Guerre froide et du monde bipolaire.

1.2.1. LE COURANT (SOCIO)CONSTRUCTIVISTE DE LA THÉORIE POLITIQUE INTERNATIONALE

Les auteurs constructivistes, en dehors des faits objectifs du monde matériel, reconnaissent et prennent en compte ceux du **monde social** également, constatant qu'ils sont créés et constitués par les idéologies, les valeurs, les normes, les théories et les contrats, acceptés par les hommes. Le monde social et certains de ses phénomènes, de ses institutions et de ses notions, y compris les aprioris des relations internationales – comme le caractère anarchique de l'environnement international, le dilemme de sécurité, les affrontements de civilisations ou l'intérêt de l'état – sont des phénomènes existants, construits par la société et non pas faits donnés, et donc modifiables. Le constructivisme rompt avec l'interprétation restreignante des relations internationales, fondée sur le déterminisme.

La notion du « socialement construit » regarde également le fait que les objets de nos connaissances ne sont pas indépendants de notre approche, ni de notre langue, autrement dit, du monde matériel qui nous entoure et auquel nous empruntons une interprétation collective.¹⁹ Par exemple, l'action d'un terroriste musulman suicidaire, dans les mœurs occidentales, est un crime contre la vie humaine qui est gravement condamnable, alors que dans le monde musulman, c'est une action de sacrifice, voire une exigence, dans l'intérêt du djihad.

En conséquence de ce qui a été dit, selon l'opinion des constructivistes, le comportement et l'intérêt d'un état ne sont pas déterminés par le pouvoir ou sa division dans le système international, mais plutôt par la conviction, l'identité et les normes d'une société politique donnée. L'un des représentants les plus connus du constructivisme, *Alexander Wendt*, reconnaît que dans la théorie des relations internationales ce sont les états qui constituent l'unité cruciale de l'analyse, par contre, les relations entre les états ne sont pas créées par des facteurs objectifs (comme le caractère anarchique du système international), mais bien par la société, et de ce fait changent de façon permanente.²⁰

Bien que le pouvoir ne soit pas une notion centrale pour le constructivisme, celui-ci s'intéresse, pourtant, à sa nature et son importance. Mais tandis que les courants réalistes et l'institutionnalisme néolibéral s'en servent, premièrement, au sens matériel (militaire, économique, politique), les constructivistes, eux, parlent plutôt d'un pouvoir immatériel, dont les sources sont les idéologies, la culture et la langue.²¹

¹⁹ Kiss J. 2009, 359.

²⁰ Kiss J. 2003, 62.

²¹ MINGST 2011, 86.

Pareillement à l'institutionnalisme néolibéral, le constructivisme s'intéresse aussi au rôle des normes, en soulignant leur importance. En revanche, nous devons faire la différence entre **norme restrictive** et **norme constitutive**, puisque les néolibéraux considèrent les normes comme seulement restrictives : les normes/régimes réglementeraient le comportement des états et contribueraient à leur bonne entente en promettant des avantages. À l'encontre de ceci, le constructivisme se réfère à des normes constitutives, qui non simplement réglementent le comportement des états, mais par la définition de leurs intérêts, elles deviennent aussi leur moteur.²²

Pour le constructivisme, il est une question centrale de savoir comment les normes se construisent et de quelle manière elles définissent/influencent le comportement des états et des acteurs non-étatiques. La réponse à cette question est le **modèle des stades**, qui différencie trois phases du cycle de vie des normes : **apparition**, **diffusion** et **internalisation**. Dans la phase de l'apparition des normes, les acteurs principaux sont, pour ainsi dire, les activistes de norme, ce sont par exemple des associations pour les droits fondamentaux ou pour la protection de la nature et non pas des organisations gouvernementales, qui tendent à influencer les gouvernements, les politiciens et les parlements par la communication de masse, dans l'intérêt de leurs valeurs et de leurs objectifs. En même temps, les activistes de norme sont à la recherche d'un support de masse, le plus grand possible, par des campagnes, par des manifestations et par des actions diverses. Dans la mesure où cette première phase est réussie, on passe à la deuxième : la phase de la diffusion, où ce ne sont plus les activistes de norme qui jouent le rôle principal, mais désormais, des états – pour ainsi dire – pionniers ou bien des organisations internationales (dans de nombreux cas, l'ONU, ou l'une de ses organisations), qui font pression directement ou indirectement sur d'autres états afin de leur faire accepter ces normes. Dans la diffusion des normes, les décisions de la Cour internationale de justice, ou les accords internationaux introduisant une norme donnée, jouent également un rôle important. Et en dernier, la troisième phase du cycle de vie des normes est leur internalisation, dans laquelle c'est la bureaucratie de l'état, des professionnels spécialisés du sujet et des avocats qui ont un rôle central et dont le devoir est de réglementer les institutions et les procédés de l'état et de la société conformément à la norme donnée.²³

1.2.2. LES THÉORIES RADICALES DES RELATIONS INTERNATIONALES : LE MARXISME ET LE NÉOMARXISME, LA THÉORIE DU SYSTÈME ET DE LA SOCIÉTÉ-MONDE

Les théories radicales reposent généralement sur des **bases marxistes**. C'est surtout sur l'inégalité économique et sur la dépendance unilatérale des pays peu développés vis à vis des pays développés que les auteurs marxistes et néomarxistes mettent l'accent. En effet, le principe de leur vision matérialiste de l'histoire est que les tournants de l'histoire sont interprétables comme un effet des processus économiques et que les mutations dans les relations internationales ont des origines économiques.

La **théorie du système-monde**, représenté par le nom d'*Immanuel Wallerstein*, se base également sur le marxisme. Son idée est que, lors d'une analyse des relations internationales, ce sont non les états mais le système-monde qu'il faut prendre comme point de départ. Historiquement, Wallerstein différenciait deux formes de système-monde, selon les décisions concernant la répartition des ressources : l'empire mondial et l'économie mondiale. Dans l'empire mondial, c'est un organisme politique central qui distribue les ressources parmi les acteurs, tandis que dans l'économie mondiale, il n'existe pas de tel acteur politique, mais il y a plusieurs centres de pouvoir qui concourent aux ressources.²⁴

²² KISS J. 2003, 61.

²³ KISS J. 2003, 64-65.

²⁴ EGEDY 2007, 40.

C'est, en effet, à partir de l'ère des grandes découvertes que l'économie mondiale a commencé à évoluer et se structurer en raison de la répartition inégale des ressources – propre au capitalisme –, et c'est ainsi que se sont formés les groupes du **centre, de la périphérie, de la semi-périphérie**. Dans le groupe du centre, on classe les pays développés, caractérisés par la concentration des capitaux internationaux, une économie robuste et la possession de technologies de pointe. Les pays de la périphérie sont les pays pauvres, en voie de développement (du tiers monde), qui ont du mal à s'intégrer dans les processus économiques mondiaux, faute de capitaux, de technologie et de main-d'œuvre qualifiée suffisante ; ils sont en général asservis aux pays centraux. La semi-périphérie se trouve entre le centre et la périphérie, ses pays dépendent aussi du centre, dans une moindre mesure cependant.

L'avantage du développement économique se transpose également dans les **rapports du pouvoir politique**, puisque le système mondial, plus précisément, l'économie mondiale recouvre le système politique international, qui, de ce fait, est caractérisé par des rapports de pouvoir et des facultés d'agir marqués par l'inégalité et dans lequel la souveraineté nationale d'un état dépend de la mesure de sa limitation.²⁵

L'un des représentants les plus connus de la théorie de la société-monde est *John W. Burton*, qui a rompu avec la conception stato-centrique du système international, s'appuyant, avant tout, sur le processus de la globalisation, et sur la multiplication des acteurs **non-étatiques** ; dans son œuvre, *World Society*, il décrit la naissance d'une société-monde qui s'organise à la façon d'une toile d'araignée.²⁶

Par la **globalisation**, les systèmes transnationaux, fonctionnellement liés (économie, science, culture, sport, certains groupes de personnes ou des individus etc.), entrent en contact permanente de façon direct, grâce, surtout, à l'accessibilité des technologies de communication modernes, ainsi qu'aux trajets et aux transports devenus plus simple. Ces réseaux transnationaux, en plus des relations intergouvernementales, ont une influence sur la politique internationale également et ils font partie de la société-monde, dans laquelle le pouvoir perd son poids antérieur et est remplacé par la communication – la nouvelle force organisatrice des processus internationaux –, et dans laquelle les frontières étatiques s'estompent – quoiqu'elles ne disparaissent pas – et perdent de leurs importance antérieure.²⁷

1.2.3. LE COURANT FÉMINISTE DE LA THÉORIE POLITIQUE INTERNATIONALE

Comme tous les courants **féministes** scientifiques, l'approche féministe des relations internationales est également fortement liée aux deuxièmes vagues des mouvements féministes des années 1960 et 1970. Beaucoup de féministes estiment pourtant que leur intérêt pour les relations internationales vient des mouvements de paix de la Guerre froide. En 1988, la revue *Millenium* était la première revue de relations internationales à consacrer un numéro spécial au thème des femmes et des relations internationales, et dans lequel un certain *Fred Halliday* écrivait que l'exclusion des femmes et de leurs expériences de cette discipline avait conduit à une interprétation masculine partielle des relations internationales, en dépit du fait que les théories dominantes constatent qu'elles expliquent la réalité de la politique mondiale.²⁸

La fin de la Guerre froide et du monde bipolaire a donné un vif élan à cette théorie, puisque les approches traditionnelles ont échoué dans la prévision et dans l'explication de la fin du monde bipolaire. C'est en 1999 que la revue américaine, *l'International Feminist Journal of Politics* a été

²⁵ GALLÓ 2000, 114-115.

²⁶ FEJES 2012, 22.

²⁷ GALLÓ 2000, 75-76.

²⁸ Cité par TRUE 2017, 3.

relancée, voulant servir comme forum particulier et permanent de l'approche féministe des relations internationales et des sciences politiques.²⁹

Les constatations et les critiques majeures du féminisme sont les suivantes :

- « **faire apparaître les femmes** »³⁰ : la mise en lumière et la suppression de la discrimination et du harcèlement des femmes et de leur sous-représentation dans la vie politique et économique, qu'il tient pour un devoir moral ;
- distinction entre sexe biologique et **sexe social** : affirmant que ce dernier n'est qu'une construction sociale de stéréotypie et de rôles, qui influe, bien évidemment, sur la politique extérieure des états et également sur la politique internationale, la rendant centrée sur la souveraineté, le pouvoir et la guerre ;³¹
- les réalistes donnent trop d'importance aux états dans les relations internationales, sans pour autant prendre en compte la situation de la politique intérieure et surtout la situation sociale de l'état, qui sont pourtant, aux yeux des féministes, des facteurs qui influencent fortement la politique extérieure de l'état. De plus, il serait important de souligner le manque d'attention donnée aux individus (les citoyens ordinaires), parce que la sécurité, pour les réalistes, n'implique que celle de l'état, tandis que pour les féministes, elle doit aussi concerner les individus, c'est l'idée de **sécurité humaine**.

*Les femmes dans des situations postconflituelles ;
Les femmes et la préservation de la paix de la perspective féministe*

Comme des experts féministes de relations internationales l'on souligné, dans les périodes postconflituelles – lorsque la réorganisation et l'assurance des fonctions d'état (y compris le recours à la violence comme monopole de l'état et la restauration de la sécurité et des services publics) se font (en général) par des troupes de maintien de la paix – la violence faite aux femmes (viols, violences familiales, prostitution forcée), non seulement continue, mais dans certains cas s'amplifie. Cela s'explique par le fait que les forces de maintien de la paix se concentrent avant tout sur paix entre les anciennes parties belligérantes, ainsi que l'assurance de la sécurité publique, alors dans ce contexte de sécurité incertaine, les différents types de violence commis envers des femmes restent négligés.

Un autre aspect de la situation postconflituelle des femmes est leur exclusion des positions de pouvoir et ainsi des processus de décision, ainsi que de l'accès à des ressources économiques et sociales (emploi, éducation, produits alimentaires de base, domicile).

Les femmes sont aussi sous-représentées dans les opérations des forces du maintien de la paix. En 1993, seulement 1% des forces du maintien de la paix était de sexe féminin, et cette chiffre n'a pu monter qu'à 3% jusqu'en 2014.

Source : SMITH 2018.

C'est pour remédier à ces problèmes que le Conseil de Sécurité de l'ONU a fait passer le décret numéro 1325 au sujet des femmes de la paix et de la sécurité qui invite les états à augmenter le taux de représentation des femmes à tous les niveaux du processus de décision. Ce document invite en outre le Chef de service à faire une étude sur l'effet des conflits armés sur les femmes et les enfants, et une autre, sur le rôle des femmes dans la promotion de la paix, et aussi sur les rôles différents des sexes dans les processus de paix.

Source : Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité de l'ONU

²⁹ TRUE 2017, 4.

³⁰ SMITH 2018.

³¹ SMITH 2018.

QUESTION DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

1. De quand date la naissance et le début de l'institutionnalisation de la discipline des relations internationales ?
2. Que comprend on par la conception de la paix libérale ou démocratique ?
3. Quels sont les facteurs extérieurs qui augmentent la faculté d'agir et l'influence de l'individu (les dirigeants politiques avant tout) dans la politique internationale ?
4. Énumérez les principes fondamentaux du réalisme !
5. Du point de vue des pôles de pouvoir, quels sont les types de systèmes internationaux ?
6. Que veut dire le terme interdépendance ?
7. Que sont les régimes et quel est leur rôle dans les relations internationales ?
8. Quel rôle est attribué aux normes par le constructivisme ?
9. Résumez brièvement la théorie du système-monde !
10. Evoquez les constats de la théorie féministe des relations internationales !